

## Point majeur du prochain Conseil national de Québec solidaire **Remise en cause de la cible anti-GES 2030 par les partisans du «marché»**

Depuis deux ans déjà, en mai 2016, le congrès de révision du programme de Québec solidaire a inclus dans le programme l'élément suivant :

*Préconiser, d'ici 2050, une économie décarbonisée, c'est-à-dire de réduire de 95 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) en dessous du niveau de 1990, notamment en appliquant un plan de transition énergétique visant l'élimination des hydrocarbures dans la production et la consommation d'énergie et une réduction substantielle de l'utilisation de produits à base de dérivés du pétrole d'ici le milieu du siècle. Afin de rattraper le retard accumulé par rapport à nos engagements internationaux et afin de contenir la hausse moyenne de la température mondiale à 1,5 degrés Celsius, il faut accélérer la transition énergétique pour la période entre 2018 et 2030 de façon à atteindre 67% de réduction en dessous du niveau de 1990. Au niveau international, il faut faire pression pour arriver à un nouvel accord légalement contraignant.*

Soudain, à la veille du conseil national où la direction du parti cherche à annuler la substance de cet élément soit la cible intermédiaire 2030 des moins deux tiers, apparaissent des mises en cause savantes de cette cible. J'y réponds quitte à être quelque peu aride et avoir recours à plusieurs notes.

### **La recommandation de CAT tient la route malgré la politisation de cette ONG collée sur les États**

Un camarade de mon association de circonscription me fait part d'une critique savante anonyme de la cible 2030 du programme du parti. Cette cible canadienne a été d'abord proposée par le *Council of Canadians* dans une lettre au Premier ministre du Canada<sup>1</sup>. Cette cible provient du Climate Action Tracker (CAT)<sup>2</sup>, « *Le Canada a besoin de se fixer pour 2030 un objectif plus ambitieux de réduction des émissions industrielles de GES d'au moins 73% en dessous des niveaux de 2005 (67% en dessous des niveaux de 1990). [...] Pour atteindre sa part équitable des réductions d'émissions, les émissions du Canada auraient besoin d'être négatives en 2050.* »<sup>3</sup>

Les deux plus récentes mises à jour du CAT<sup>4</sup>, qui laisse tomber toute recommandation pour se satisfaire d'une évaluation détaillée, pourrait laisser entendre l'inexistence de la référence. Cette ONG qui baigne dans la nébuleuse du GIEC-ONU, est prudente tant dans ses évaluations que ses recommandations<sup>5</sup>. Il serait surprenant qu'elle est retirée sa recommandation suite à une erreur de sa part d'autant plus que les anciennes mises à jour restent disponibles. On peut plutôt penser à une pression des États qui financent et cautionnent le GIEC et sa nébuleuse. Au nom de la science, les États consentent à se faire sermonner – il est maintenant trop tard pour arrêter la critique – mais pas à se faire dire quoi faire malgré leurs complètement inadéquats «plans nationaux»<sup>6</sup>.

On suggère que l'expression utilisée par la CAT « *émissions industrielles de GES* » signifie émissions manufacturières. Dans mon ancienne vie dit active je travaillais comme économiste à Statistique

---

1 Council of Canadians, [Letter sent to Prime Minister Trudeau and all provincial and territorial leaders](#), 22/02/16

2 CAT est un consortium de recherche germano-néerlandais dont les évaluations des plans nationaux liés à la Conférence de Paris sur le climat font autorité et sont souvent citées (ex. Gérard Bérubé, [Du froid sur le réchauffement](#), Le Devoir, 5/11/15). Plusieurs dizaines de ses analystes sont des scientifiques faisant partie du GIEC.

3 [Climate Action Tracker's Assessment of Canada's INDC](#) — "Fair Share", Mise à jour du 2/11/16, ma traduction

4 Climate Action Tracker (CAT), [Canada](#) — "Fair Share", Mise à jour du 31/04/18

5 [CAT – Methodology – Paris temperature goal](#) : « *Climate Action Tracker a utilisé ces cheminements [de modèles économie - énergie] comme référence pour la réduction des émissions conformément à 2 ° C, ainsi que comme base pour évaluer l'adéquation des efforts des différents pays.* » (ma traduction) CAT ne prend donc pas en considération la cible de 1.5°C dans son évaluation générale bien qu'elle en tienne compte dans ses tableaux chiffrés. De plus, elle ne tient pas compte de la pollution des plastiques et autres produits toxiques provenant des hydrocarbures sauf pour leur aspect de réchauffement lors de leur production.

6 CAT – [The CAT thermometer](#), «pledges» et «current policies», Mise à jour du 11/17

Canada où nous utilisons le «North American Industry Classification System (NAICS)»<sup>7</sup> ou en français le «Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN)»<sup>8</sup> Qu'on soit d'accord ou non, le terme «industrie» signifie ici l'ensemble des activités économiques. Il est possible que ce soit un usage plus anglophone que francophone du mot «industrie». J'aurais préféré «activité économique» en français. D'ailleurs en parcourant le site du CAT pour le Canada ou généralement, on constate que les pourcentages ou tonnages invoqués concernent l'ensemble, sauf les GES liés à l'usage du sol (agriculture et foresterie) pour des raisons de méthodologie, et non les secteurs.

Si CAT évite dorénavant les recommandations chiffrées, elle n'en produit pas moins un tableau par pays<sup>9</sup> suffisamment scruté par la communauté scientifique pour faire une revue de littérature. Ces tableaux étalent une grande quantité de données prédictives en tonnages d'équivalent gaz carbonique selon une panoplie de critères (responsabilité, égalité, capacité, coût...) <sup>10</sup>, véritable auberge espagnole où toutes les tendances politiques peuvent y trouver leur compte. Par exemple, pour le Canada, la fourchette des objectifs médians 2030 va d'une réduction de 87 % par rapport à 1990 (critère de responsabilité historique en tenant compte de la capacité de réduction) jusqu'à une réduction de seulement 18 % (capacité en tenant compte des coûts). Il n'en reste pas moins, comme le dit CAT, que « [l]imiter le réchauffement de 1,5 ° C au-dessus du niveau préindustriel d'ici à 2100 signifie que les émissions de gaz à effet de serre doivent être réduites rapidement dans les années et décennies à venir et ramenées à zéro vers le milieu du siècle. »<sup>11</sup>

### **L'avantage Québec facilitant la radicalité CAT n'est pas un prétexte pour se laisser doubler**

Le responsable du comité thématique pour l'environnement de Québec solidaire a calculé que la « cible de réduction de 67% aux émissions de 1990 pour l'année 2030, cela signifie que les émissions par personne, pour le Canadien moyen, seraient de 4,84 tonnes de GES/pers/an. Comme le niveau d'émissions annuelles de GES au Québec est environ deux fois plus faibles par personne que pour celui du Canada (en 1990, il était de 10 tonnes par personne au Québec, alors qu'il était de 17 tonnes par personne au Canada), cela fait en sorte, que pour atteindre cette cible de 4,84 tonnes par personne, une réduction de 50% serait nécessaire pour le Québec. »<sup>12</sup> Il a utilisé le seul critère de l'égalité mais strictement limité au Québec et au Canada. Le résultat a l'avantage d'équivaloir à la recommandation de l'IRIS pour le Québec<sup>13</sup>.

On doit d'abord souligner que la cible d'une réduction des deux tiers pour 2030 est plus facile pour le Québec que pour le Canada. Voudrait-on avoir le problème de l'Ontario dépendante de l'industrie automobile à recycler et du nucléaire, qui n'est pas une alternative écologique, ou de l'Alberta dont la prospérité repose sur une économie dopée au pétrole bitumineux sans compter ses centrales électriques au charbon ? Les émissions canadiennes de GES dépassaient en 2015 de 18% le niveau de 1990 alors que le Québec les avaient réduites de 10%<sup>14</sup>. La marche est plus haute pour le Canada que pour le Québec qui a 28 points de pourcentage d'avance. Le Québec non seulement n'a-t-il pas besoin de massive reconversion énergétique et industrielle, mais il jouit d'un surplus substantiel

7 Statistique Canada, [North American Industry Classification System \(NAICS\) Canada 2017 Version 2.0](#)

8 Statistique Canada, [Système de classification des industries de l'Amérique du Nord \(SCIAN\) Canada](#)

9 Climate Action Tracker (CAT), [Canada](#) — Fair share data et Scenario data

10 [CAT – Methodology – Compatibility of effort](#) : Voir en particulier les graphiques explicatifs

11 [CAT – Global - Temperatures](#)

12 Charles Thibodeau, Vérification de la cible de 67%, courriel envoyé aux membres du comité thématique sur l'environnement et al., 8/05/18

13 Renaud Gignac et Bertrand Schepper, [Au-delà du jeu des comparaisons, une approche fondée sur la science et l'équité : le budget carbone du Québec](#), IRIS, 10/15

14 Gouvernement du Canada, [Indicateurs canadiens de durabilité de l'environnement – Émissions de gaz à effet de serre](#), avril 2017, figures 1 et 7

d'hydroélectricité<sup>15</sup> disponible pour le transport électrique de même que pour une importante industrie de fabrication de moyens de transport collectif.

### **La sympa cible IRIS pêche par optimisme vis-à-vis les Libéraux et pessimiste vis-à-vis Paris**

En un mot, le Québec étant béni des dieux de par la nature et de par sa structure économique, il n'a aucune raison de freiner ses efforts pour laisser le Canada pétrolier le rattraper alors que l'avenir de l'humanité est en jeu<sup>16</sup>. En plus, l'étude de l'IRIS n'est pas sans problème. On aime sa simplicité qui repose de la complexité du CAT. On est d'accord avec son critère de «convergence» rapide entre les pays qui force les pays riches à mettre les bouchées doubles pour tenir compte de leur responsabilité historique. Mais on remarque (graphique 5) que sa trajectoire temporelle fait l'hypothèse que l'objectif des Libéraux de moins 20 % en 2020 sera atteint, ce qui ne sera manifestement pas le cas, et surtout qu'en 2050 on n'en sera qu'à moins 86 % de réduction par rapport à 1990 alors que CAT et la plupart des analystes affirment que pour respecter l'Accord de Paris il faut avoir atteint le point zéro au milieu du siècle. Cet optimisme pro-Libéral et ce pessimisme vis-à-vis Paris appelle à un dépassement de sa cible 2030 de moins 53 % pour 2030.

Ce n'est pas pour rien que le congrès de révision du programme de mai 2016 a rejeté l'option IRIS et non seulement l'option de la circonscription de Gouin qui ne voulait aucune cible<sup>17</sup> et ceci malgré le coordonnateur d'alors du Réseau dit écosocialiste qui appuyait Gouin. De plus, le comité thématique sur l'environnement, dans un document aux congressistes<sup>18</sup>, expliquait qu'il fallait parvenir très rapidement à une cible intermédiaire élevée car le cumul dans l'atmosphère de gaz carbonique qui y reste plus d'un siècle causent une hausse récurrente et cumulative des températures qui induisent des rétroactions irréversibles quelque soit un éventuel déstockage par l'agriculture biologique et la foresterie ou autrement. En a résulté le choix de la cible intermédiaire 2030 de 67 % tient toujours la route car la situation ne s'est pas améliorée depuis lors, loin de là, puisque la croissance des émanations de GES reste sur sa lancée<sup>19</sup>.

Il n'y a donc pas de « *raisons urgentes et importantes* » qui justifient que le conseil national du parti usurpent « *les pouvoirs habituellement dévolus au Congrès* »<sup>20</sup> pour changer le programme. D'autant plus qu'il y a eu un congrès plateforme en décembre 2017 qui permettait à la direction du parti de remettre en question cet aspect du programme sans qu'il y ait nécessité de mesures d'exception. Pire encore, elle saisit le conseil national à la dernière minute, hors des temps prescrits. Elle assomme les membres d'une proposition justifiée sur 10 pages utilisant des arguments étonnants (récession économique, autoritarisme) habituellement employés par la droite sans compter un relent anti-communiste. Pour combler la mesure, elle a mis sur pied un comité ad hoc hors statuts qui supervise depuis plus d'un an un groupe secret d'experts chèrement payé qui a produit un rapport d'une centaine de pages auquel les délégués au conseil national n'auront guère accès pas plus que la militance du comité thématique sur l'environnement ne l'a eu jusqu'ici.

---

15 TVA nouvelles, [Un record pour les exportations d'Hydro-Québec](#), 30/12/17 et Hydro-Québec, [Production, achats et ventes d'électricité](#), 2017. Sans Churchill Falls au Labrador, Hydro Québec exporte près de 20% de sa production électrique (un peu plus de 15% en incluant Churchill Falls).

16 Marc Bonhomme, [Casser la dialectique science – guerre qui mène l'humanité vers sa perte](#), Presse-toi-à-gauche, 8/05/18

17 Québec solidaire – Intranet, [Congrès 27, 28 et 29 mai 2016, Cahier synthèse des propositions](#) : propositions 4.1.1 et 4.1.2

18 Québec solidaire – Intranet, [Révision du programme, propositions de la CP au Congrès 2016](#), Annexe

19 Bureau météorologique du Royaume-uni, [Mauna Loa carbon dioxide forecast for 2018](#)

20 Statuts de Québec solidaire tels qu'adoptés par le Congrès le 28 avril 2012 et modifiés par le Congrès mai 2016, point 11.1.15

Le conseil national aura à choisir entre une cible qui casse le « marché » et une cible qui s'y soumet :

## **L'atteinte de l'objectif température de l'Accord de Paris est**

La priorité de ce siècle pour sauver l'humanité

Faisable techniquement, financièrement et politiquement

Aussi facile que la planification économique orchestrée par le patronat en 1939

### **La cible de 67% de baisse des GES d'ici 2030 par rapport à 1990**

Vient d'un organisme crédible souvent cité (CAT) composé de scientifiques du GIEC-ONU

Une cible qui ne tient pas compte des enjeux liés à la pollution causée par les plastiques

En 2017 cette cible a été remplacée – pression politique? - par un éventail de 87% à 18%

### **La cible 67% : plus facile pour le Québec que pour le Canada**

Par rapport au Canada, le Québec a déjà accompli le tiers du chemin (+9% versus -18%)

Le Québec n'a pas besoin de restructurer son économie comme l'Alberta et l'Ontario

Le Québec est déjà doté d'une industrie du transport collectif et aucune d'auto solo

Le Québec a déjà un surplus hydroélectrique pour électrifier tout le transport routier

### **Les ressources financières sont abondantes mais doivent être mobilisées**

Selon la Coalition mains rouges, le Québec (province) pourrait imposer 10G\$ de plus

Un Québec indépendant supprimant les baisses d'impôt disposeraient de 20G\$ de plus

Une banque d'État d'un Québec indépendant orientant tout le secteur financier contrôlerait tous les leviers économiques nécessaires pour orchestrer la transition écologique.

Et on a encore rien dit à propos des paradis fiscaux et de l'évasion fiscale

### **Rien n'est possible par le « marché », tout le devient par la planification**

Le « marché », c'est 200 transnationales dont 90 sont responsables de 2/3 des GES historiques

Par le marché/taxe carbone, ni 67%, ni 50/45%, ni le 37.5% des Libéraux n'est atteignable

La planification de guerre du patronat canadien a créé un plein emploi de qualité en 3 ans

Si c'est possible pour vaincre les fascistes, ça doit l'être pour sauver la planète

### **La bureaucratie ne remplace pas le « marché », la mobilisation sociale le fait**

Sortir des hydrocarbures est indispensable pour préserver l'eau, ce bien commun essentiel

La gratuité du transport collectif sur 10 ans mobilisera comme la gratuité scolaire l'a fait

Les services publics consomment beaucoup d'énergie humaine, très peu d'énergie fossile

Pour juguler la Finance, contrôler l'épargne nationale et sortir du Canada pétrolier

### **Il faut l'indépendance**

Marc Bonhomme, 8 mai 2018,

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)